

Publié le 12 mai 2017

La désintégration des repères

La Gauche se veut la garante de la justice sociale, dit-elle. La Droite se veut la garante de l'alternance, proclame-t-elle. Entre l'alternance et la justice, spontanément nos sympathies vont à la justice. Toutefois, cette identification fait de la droite un mouvement politique de remplacement. Quand on a assez des échecs économiques de la Gauche, on vote à droite pour que les coffres se remplissent. Politiquement c'est un court-circuit, car cela signifie que la Droite n'apporterait rien de plus qu'une trésorerie garnie qui permet de respirer un peu avant de repartir pour de nouvelles aventures.

Politiquement, en France, le fond du peuple est de Droite, dit-on. Cependant, si on regarde les diverses cartes électorales, on se rend compte qu'il y a des zones qui, traditionnellement, votent à gauche, sauf si un élément du cru attire l'attention du pays, par exemple un candidat natif de la région. Il en est ainsi des électeurs de droite. Est-il suffisant de définir la Droite et la Gauche par la localisation géographique ? Ou par les «slogans» : la gauche lutte pour la justice, la droite pour la tradition des valeurs ?

Les chemins de la Droite

Sans remonter à l'histoire de la Droite et en faire le prototype de l'appel aux valeurs traditionnelles de la monarchie, de la famille et de la patrie, regardons l'action de la Droite sous la III^e République dans ce climat de tensions politiques où ce qui unit les diverses gauches, c'est l'anticléricalisme virulent, l'individualisme bourgeois libéral et le pacifisme.

Une fois l'humiliation de Sedan avalée, Paris ramené à la paix sociale sous la férule de Thiers, la Gauche arriva au pouvoir, sur le lit de l'échec constaté de l'impossibilité d'une Restauration monarchique et la démission définitive de Mac Mahon en 1879. Jules Ferry devient Président de la République, de cette République marquée par la valse des gouvernements – 104 ministères en 70 ans – par la misère ouvrière, l'apparition du syndicalisme, la fondation du socialisme dont une partie s'inféodera, par le Parti communiste, aux ordres de Moscou, mû par l'illusion d'une Internationale du Proletariat¹. Nettement, le politique est dominé par la Gauche, Républicains et Radicaux. Le Droite monarchiste, parti de l'Ordre, semble écrasée.

Le socialisme fondé en 1840 et 1848 – émanation des utopistes Leroux, Saint-Simon et Fourier – «développe une conception de la solidarité humaine qui est quasiment religieuse²» inspirée d'une part des démocrates chrétiens et d'autre part des légitimistes. De ce socialisme nouveau genre,

1 - Cf François FURET, *Le Passé des illusions*, coll. Livre de poche.

2 - Jean SÉVILLA, *Historiquement Correct*, p.250. Les idées développées dans cette partie sont largement empruntées à cette œuvre de Sévilla, bien qu'elles soient traitées dans une conception personnelle.

naîtra le catholicisme social qui a été un pionnier dans la défense des défavorisés, donc dans la promotion de la justice sociale³. Ce mouvement politique inspiré de *Rerum Novarum*⁴ auquel participe Maurice Maignen⁵, fondateur des cercles ouvriers des Frères de Saint Vincent de Paul, de Albert de Mun⁶, ancien officier militaire qui démissionne de l'armée pour mener une action politique. Député en 1876, il est destitué ; réélu à nouveau, il est de nouveau invalidé. Finalement accepté à l'Assemblée, il est battu aux élections de 1893 et finit par être réélu en 1898. Il siègea à l'Assemblée alors jusqu'à sa mort en 1914.

C'est grâce à Albert de Mun et aux cercles politiques qu'il anima que nombre de lois sociales sont finalement adoptées. Ces lois prenaient vraiment en cause la misère ouvrière et redonnaient à ces défavorisés une dignité et une surface politique. Que sont-elles ? Interdiction du travail des enfants de moins de 10 ans ainsi que la suppression du travail nocturne pour les femmes, loi prônée par Ambroise Joubert, député du Maine-et-Loire en 1872. Elle fut durement combattue par la gauche et les libéraux. Cela prit deux ans avant qu'elle soit acceptée. En 1850, le député de Belfort, Emile Keller, soumet un projet de loi demandant la «semaine anglaise⁷». Ce projet fut rejeté sous la pression des industriels. En 1882, Mgr Freppel demande avec insistance que les «retraites ouvrières puissent aider ceux que l'âge empêche de travailler, chose qui ne commencera à s'instaurer qu'en 1910. Quant à Albert de Mun, il luttera pour permettre aux syndicats de jouir d'une propriété patrimoniale, d'une responsabilité de la profession en cas d'accident du travail, d'une législation du travail, d'une limitation du travail à 8h par jour, de l'interdiction du travail pénible pour les garçons en dessous de 13 ans, et de 14 ans pour les filles, pour le respect du dimanche qui deviendra obligatoire uniquement en 1906.

Tous ces efforts d'humanisation d'assainissement du travail étaient l'œuvre de ce que l'on appelait la Droite. La «Gauche» d'alors, dominée par la bourgeoisie libérale, les refusait et, si elle finissait par les accepter, ce n'était qu'au compte-goutte. Aujourd'hui, la gauche les revendique comme siennes et cherche souvent à les amplifier au-delà du raisonnable. Car la Gauche ne se réclame plus du libéralisme, mais du socialisme. Elle n'agit plus pour les intérêts du Capital, mais pour «la masse ouvrière» dans une idéologie qui peu à peu est devenue la sienne et qu'elle ne veut pas abandonner : la lutte des classes. On est loin de la pensée des Albert de Mun, des Frédéric Le Play, des Maurice Magnen qui cherchaient la véritable justice sociale laquelle était inséparable, dans leur esprit et dans leur action, de la charité théologique.

Le socle des valeurs de la Droite

Ces valeurs, qu'aujourd'hui on peut attribuer à ce qui était la Droite d'alors, a constitué longtemps le label de toutes les formes politiques de la Droite. La Droite est pour l'Ordre, l'Institution, l'Armée, la Loi ; la Gauche libérale est contre l'Ordre, contre l'Institution, elle se méfie de l'Armée

3 - Jean-Baptiste DUROSELLE, *Les débuts du catholicisme social en France*, PUF, 1951.

4 - Léon XIII, *Rerum Novarum*, 15 mai 1891.

5 - Maurice Maignen (1822-1890), Frère de saint Vincent de Paul, est le fondateur avec Albert de Mun de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers.

6 - Adrien Albert Marie, comte de Mun, né au château de Lumigny (Seine-et-Marne) le 28 février 1841 et mort à Bordeaux le 6 octobre 1914, est un député français, élu de Morlaix (Finistère), initiateur du catholicisme social et théoricien du corporatisme chrétien.

7 - La semaine anglaise termine le travail le samedi à midi et respecte le repos du dimanche.

et encore plus de l'Église. Toutes ces luttes «politiques» vont animer le champ public, que ce soit sous le couvert de l'éducation, de la liberté des cultes, de la guerre et de la paix, le travail, la famille. Elles se nourrissent à la même mangeoire et affrontent la même idéologie. Sous divers noms, il s'agit d'un seul combat : l'affrontement de l'anti-cléricalisme et du cléricalisme. Le cléricalisme, voilà l'ennemi, disait Gambetta en 1870 en proclamant la République. Cette lutte cachée, on la retrouve tapie sous l'Affaire Dreyfus. Les anti-dreyfusards défendent l'institution, l'armée ; les dreyfusards défendent la «justice» incarnée dans la personne de cet officier injustement attaqué dont l'innocence sera finalement proclamée. Elle va prendre une autre couleur dans l'opposition entre l'anti-sémitisme de droite et la défense du «sémite», le juif. Si la Gauche combat l'anti-sémitisme de la Droite, c'est au nom d'une fraternité universelle des travailleurs qui s'alimente des œuvres de Karl Marx, de la montée en puissance du parti communiste qui se place aux ordres de Moscou, de la force des syndicats qui deviennent non pas tant les défenseurs des droits légitimes de l'ouvrier que les promoteurs d'une idéologie, celle de l'Internationale du Proletariat.

Entre les deux guerres, alors que la France se reconstruit et répare les dommages de guerre, elle voit affluer des masses d'immigrants venus de Pologne et plus tard de l'Allemagne qui, par peur de l'escalade du national-socialisme de Hitler, fuient la République de Weimar. Cet afflux inquiète les masses ouvrières au sein desquelles se développe une profonde xénophobie. Cette xénophobie devient le tremplin d'une autre lutte, l'opposition entre fascisme et anti-fascisme qui se traduit par l'opposition entre la montée en puissance de l'axe Hitler et Mussolini – fascisme de droite – et Moscou – la grande patrie de la Gauche. La Gauche épouse la xénophobie des travailleurs et la Droite se contente de demeurer fidèle à ses démons : la Nation, l'Armée, l'Ordre.

En même temps se développe une mentalité libérale et pacifiste qui minimise le danger. Une grande partie des Français confiante dans la force de son armée – la ligne Maginot – ne voit dans les discours nationalistes de Hitler qu'une fantaisie négligeable alors que la Droite est majoritairement anti-allemande. La Gauche pénétrée de son libéralisme et de son humanisme laïque, anti-clérical et anti-militaire rejette jusqu'à l'idée même de la guerre : en 1936, Roger Martin du Gard écrit à un ami : «Tout plutôt que la guerre, tout ! Même le fascisme en Espagne, même le fascisme en France, même Hitler⁸». Alors que l'Allemagne poursuit à pleine capacité son réarmement, le gouvernement de Léon Blum parle de désarmement. Le 15 mars, Maurice Thorez déclare devant la Chambre : «Nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre dite de la défense de la démocratie contre le fascisme. Les communistes ne croient pas au mensonge de la défense nationale⁹». La Droite, elle, devient de plus en plus anti-allemande. A cette époque, *L'Action française* est le journal le plus lu. Charles Maurras appelle l'Allemagne «le chien enragé de l'Europe» et appuie de toutes ses forces pour le réarmement de la France.

Après le choc idéologique que constitue la signature du pacte de non-agression entre Staline et Hitler et leur alliance auquel s'ajouta l'effondrement de la ligne Maginot¹⁰ et l'entrée en France de l'armée allemande, la Gauche va changer de tactique. Elle entre dans la clandestinité et organise la

8 - Cité par Jean SÉVILLA, *op. cit.* p. 328.

9 - *Ibid*, p.329.

10 - La ligne Maginot, du nom du ministre de la Guerre André Maginot, est une ligne de fortifications construite par la France le long de ses frontières avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie de 1928 à 1940.

résistance à l'occupant, résistance dont elle cherche à s'attribuer tout le mérite. Tels sont d'ailleurs les ordres de Moscou. C'est non seulement exagéré, mais c'est faux. Pétain signe l'armistice le 20 juin 1940 ; une réunion du Parlement eut lieu le 11 juillet non seulement pour abroger la III^e République, mais pour créer un nouvel État¹¹ auquel était impartie la tâche de faire vivre les Français, tous les Français, dans un pays occupé par l'Allemagne. Dans ce pays se détachèrent des figures remarquées comme celles de Darlan¹² et de Weygan, mais aussi des groupes efficaces de résistance à l'occupant et principalement à la déportation des juifs. On sait aujourd'hui que si 75 % des juifs habitant la France de 1941-1944 ont été sauvés des camps d'extermination nazis, c'est en raison de ces dévouements héroïques. Ils ont eu comme récompense non seulement d'avoir sauvé autant de vies, mais d'avoir abaissé considérablement l'anti-sémitisme.

Selon ses valeurs principales, la Droite est demeurée fidèle à ses intuitions profondes – protéger l'Institution, la Patrie et l'Ordre, la Loi ! Surtout permettre aux Français de continuer à vivre. Et la Gauche, fidèle aux siennes : utiliser l'événement pour préparer le Grand soir en étant fidèle à la France et en produisant aussi des résistants héroïques.

Le Macronisme

Le nouveau président de la République a été élu dans un climat où l'ambiguïté, la déception et la colère constituaient la marque distinctive. Il a été élu sans être porté au pouvoir, par la force d'un parti et sans, apparemment, être marqué des stigmates idéologiques d'une famille politique. Il se veut, au-delà des partis, comme autrefois De Gaulle a voulu l'être pour endosser l'uniforme de l'homme providentiel sauveur de la France. Sur ce point, De Gaulle a échoué. La IV^e République n'a pas pu surmonter l'instabilité ministérielle que lui avait léguée la III^e. De Gaulle a claqué la porte et n'est revenu que rappelé par la crise de 1958, pour fonder la V^e République qui assure la possibilité de gouvernements plus stable. Pour autant, la force des partis demeure et les alliances perdurent. Macron, qui s'est présenté sous l'influence de son propre charme, se croit capable de surmonter les clivages politiques que constituent les partis dits de Droite et ceux dits de Gauche. Il tente tout simplement l'impossible.

La Droite et la Gauche possèdent dans le système politique français des racines trop profondes pour être éliminées par une seule élection. La Droite représente toujours des valeurs de stabilité, inconstitutionnalité, d'ordre politique, de richesse économique. La gauche naît à la Révolution. Elle est par nature rousseauiste et voltairienne. Elle sauvegarde dans la liberté politique le principe du changement et insuffle des valeurs qui tentent de se structurer en système politiques. Le libéralisme, par exemple, qu'il soit politique, économique, social, n'est pas une valeur de Droite, c'est une

11 - Ce nouvel État est constitué d'une mixité d'alliance. Pétain n'est pas un homme d'extrême Droite, il a été l'ami d'Émile Combes et était très apprécié de Léon Blum, Pierre Laval était socialiste... (Voir SÉVILLA, *op. cit.*, pp.365 à 369).

12 - François Darlan, né le 7 août 1881 à Nérac (Lot-et-Garonne) et mort assassiné le 24 décembre 1942 à Alger, est un amiral et homme d'État français. Chef de la Marine française au début de la Seconde Guerre mondiale, il est ministre de la Marine du premier gouvernement du maréchal Pétain puis, en février 1941, chef du gouvernement de Vichy où il s'implique dans la politique de collaboration du régime avec l'Allemagne nazie. Remplacé par Pierre Laval en avril 1942, il reste commandant en chef des forces de Vichy. Présent à Alger lors du débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942, Darlan se rallie avec réticences et hésitations aux Alliés. Il exerce dès lors le pouvoir sur une partie des colonies africaines de la France. Il est assassiné quelques semaines plus tard.

valeur de Gauche. La Gauche est essentiellement évolutive ; consciemment ou inconsciemment elle s'appuie sur la dialectique du changement qui constitue le fondement des théories de Hegel et de Marx. Elle cherche, en activant les contradictions que comporte toute société politique, à provoquer un bouleversement qu'elle croit toujours possible de faire évoluer vers l'horizon infini qui limite le bonheur social. La Droite à des valeurs stables, mais n'a pas, pas encore, de doctrine politique ; la Gauche a un projet, une doctrine mais n'a pas de valeurs stables. Dans un pays aussi politiquement clivé que celui de la France, la mort de sa vie politique serait ce qu'on prône à droite, l'alternance. Et ce que prône Macron n'est guère mieux. Il cherche à provoquer le «grand bond» à l'avant ! A l'avant par rapport à quoi et pour où ?

Dans la déception profonde et en face du marasme politique où se trouvent, aujourd'hui, les Français, il y a une cause plus profonde que celle que l'on analyse superficiellement. Quelles sont les valeurs que la Droite défend vraiment ? La Gauche restera toujours la Gauche. On l'a bien vu en écoutant les divers débats politiques qui ont précédé le second tour. Entre Benoît Hamon et Jean Luc Melenchon, il y avait peu de différences si ce n'est celle d'une habileté rhétorique.

Mais la droite est-elle toujours la Droite ? Reste-t-elle celle qui a résisté à l'effondrement du socle politique à la Révolution et qui a empêché généreusement une disparition des valeurs politiques qu'un pays né au VI^e siècle a peu à peu érigé comme fondement de sa vraie vie sociale ? Est-elle toujours celle qui a nourri ce catholicisme social qui, malgré sa minorité numérique, a permis une lente élaboration d'un vivre ensemble juridique et social ? Celle qui préservé l'éducation d'être engluée définitivement par les émanations sulfureuses d'un Émile Combes ? Cette Droite politique qui a voté et mis en place la loi Neuwirth¹³, celle qui a voté la loi Veil¹⁴, celle qui a manqué notablement de courage politique devant la Loi Taubira modifiant le Code du Droit civil pour autoriser le mariage gay (loi du 17 mai 2013), est-elle toujours la Droite ? Où sont les valeurs qui doivent la stabiliser ? Elle semble aujourd'hui atteinte d'une totale amnésie sur ce qu'elle doit défendre, ce qu'elle doit préserver, comment elle doit gouverner. Elle recherche l'alternance ! Pour quoi faire ? Pour la satisfaction du pouvoir politique ! Elle peut bloquer les divers gouvernements présentés à la Chambre par le président Macron ! Est-ce là toute l'amplitude de ses actes ? Ce qu'il y a de plus grave dans l'affaire Fillon c'est d'avoir dégoûté jusqu'à l'extrême ceux qui croyaient en la valeur de la Droite. Ce n'est plus qu'un parti comme les autres, comme tous les autres qui recherchent le pouvoir parce qu'il est séduisant. Quant à la préservation et à l'épanouissement de ses propres valeurs, de celles qui ont fondé la France, elle passe outre ! Elle risque ainsi, elle aussi, de se dissiper et de s'éteindre ! Peut-être lui manque-t-il la vraie source d'inspiration qui animait un Albert de Mun et un Maurice Maignen ?

Emmanuel Macron se nourrit de ce dénigrement des repères. Alors que la Gauche n'est plus la Gauche, que la Droite n'est plus la Droite, que le pays est en état d'anesthésie axiologique, il se présente sur l'ergot de sa jeunesse, comme un nouveau «David» biblique. Sauf qu'en face de lui,

13 - Le 28 décembre 1967, sous le gouvernement de Georges Pompidou, après avoir repoussé onze propositions de loi successives en dix ans, l'Assemblée Nationale adopte la loi proposée par le député Lucien Neuwirth, qui autorise la contraception, abrogeant la loi de 1920.

14 - La loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse, dite loi Veil, est une loi encadrant une dépénalisation de l'avortement en France. Elle a été préparée par Simone Veil, ministre de la Santé sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.

Goliath est déjà mort ! Et qu'il n'a plus qu'à se repaître de ses déjections. Celui qui joue au monarque sans avoir été «oint» risque de se retrouver maudit par ses propres adulateurs. Et d'entraîner avec lui tout le pays qu'il aura voulu couvrir d'une gloire empruntée.

Aline Lizotte

Retrouvez cet article sur notre [site](#)